

œuvré de concert aux Nations Unies et à la Conférence sur la coopération économique internationale dans la poursuite du dialogue sur le nouvel ordre économique mondial. Qui plus est, les quatre-vingts dernières années ont vu l'épanouissement d'une coopération économique étroite et fructueuse. A l'heure actuelle, il y a au Brésil une plus grande concentration de capitaux canadiens que partout ailleurs à l'étranger, sauf aux Etats-Unis. Nous venons d'ailleurs au cinquième rang des investisseurs étrangers dans votre pays. Les investissements canadiens au Brésil se chiffrent à un milliard de dollars, auquel on peut ajouter un autre milliard sous forme de prêts consentis par nos banques. Au sein de l'hémisphère occidental, chacun de nous est l'un des plus importants partenaires commerciaux de l'autre.

Même si les résultats obtenus jusqu'ici sont appréciables, je suis d'avis que nos relations recèlent des possibilités beaucoup plus riches. Nous entendons développer ce potentiel car nous attachons une très grande priorité à nos rapports avec le Brésil.

A l'heure actuelle, nous nous efforçons d'équilibrer les liens forts et étendus que nous entretenons avec les Etats-Unis en intensifiant et en diversifiant nos contacts économiques et politiques dans les autres grandes régions du monde. Nous avons récemment amorcé d'importantes initiatives en ce sens de concert avec la Communauté économique européenne et le Japon, ce qui nous permettra, selon moi, de mieux exploiter notre capacité de croissance. L'Amérique latine, et plus particulièrement le Brésil, représente pour nous un troisième partenaire avec lequel nous souhaitons coopérer dans l'espoir d'atteindre un développement marqué et mutuellement bénéfique.

Depuis que nous avons décidé, en 1970, de renforcer nos liens avec les autres pays de l'hémisphère occidental, nous nous sommes engagés de diverses façons. Nous avons notamment nommé un ambassadeur à titre d'observateur permanent à l'Organisation des Etats américains et nous détachons maintenant des représentants auprès de tous ses organismes spécialisés importants; nous sommes devenus membre de la Banque interaméricaine de développement; nous avons versé une aide financière au Pacte andin; nous avons offert notre concours à des projets de développement technique du Système économique latino-américain; et enfin, nous avons mis au point de nombreux programmes d'aide bilatérale dans la région.

Je puis vous assurer qu'aucun autre pays du continent, exception faite des Etats-Unis, ne nous importe plus que le Brésil et plus nous nous tournons vers l'avenir, plus ce vaste pays s'impose à notre esprit. Depuis la visite dans ce pays à l'automne de 1974 du ministre de l'Industrie et du Commerce M. Alastair Gillespie, nous avons tenté plus activement de nous rapprocher de vous, ce qui fut particulièrement évident l'année dernière. En mars et en novembre, le président de l'Agence canadienne de développement international est venu se rendre compte sur place des possibilités d'application de notre nouvelle stratégie d'aide au développement à l'intention des pays à cheval entre les mondes industrialisé et en voie de développement. Par cette stratégie, fondée sur le principe de la coopération entre partenaires égaux, nous espérons, entre autres, promouvoir la collaboration aux niveaux scientifique et technique et le lancement d'entreprises conjointes entre sociétés de même taille. Soit dit en passant, nous nous sommes engagés à verser, d'ici 1981, plus de 13 millions de dollars au Brésil sous des formes classiques d'aide au développement.